



St Alban de Montbel, le 10 mai 2016

Monsieur le Maire  
MAIRIE  
Chef Lieu  
73610 DULLIN



N /REF YB/SS 8965

## **BORDEREAU DE PIECES ADRESSEES**

Monsieur le Maire,

Veuillez trouver ci-joint :

- La Convention pour l'entretien des bornes et Poteaux d'incendie signée du Président,

Vous remerciant de votre confiance,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président  
Yves Berthier





**Département de la Savoie**  
-  
**CONVENTION**  
**Pour l'entretien**  
**des Bornes et Poteaux d'Incendie**

ENTRE

La COMMUNE de Dullin (Savoie) représentée par son Maire, André BOIS, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2016, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « La Commune »,

ET

D'une part,

Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE LA REGION DU THIERS, représenté par son Président, Monsieur Yves BERTHIER, dûment habilité par délibération du Conseil Syndical en date du 16 mars 2016 et désigné dans ce qui suit par l'appellation «Syndicat»,

D'autre part,

**IL EST RAPPELE**

Par la délibération du Comité Syndical en date du 16 mars 2016, la création de la prestation soumise à Convention,

**Il est arrêté et convenu ce qui suit :**

**EXPOSE**

**ARTICLE I — PREREQUIS A LA PRESTATION : L'INVENTAIRE**

La commune fournira au Syndicat la liste à jour des bouches et poteaux d'incendie existants, une liste à jour avec la numérotation et le repérage sur le fond de plan fourni par le SDIS.

La commune donnera au Syndicat, l'autorisation de récupérer auprès du SDIS de secteur, le fond de plan d'inventaire des bouches et poteaux d'incendie.

L'inventaire et le report sur le fond de plan fourni par le SDIS, seront ensuite mis à jour par le Syndicat. Un exemplaire sera transmis à la Commune avec le rapport annuel mentionné à l'article IIA ci-dessous.

**ARTICLE IIA — PRESTATION D'ENTRETIEN COURANT**

Le Syndicat assurera, sur les bouches et poteaux d'incendie situés sur le domaine public communal (hors branchement), tous les 3 ans, les prestations d'entretien courant suivantes :

- Test de fonctionnement des bouches et poteaux d'incendie,
- Si nécessaire graissage de la tige de manœuvre,
- Vérification des purges et leur débouchage éventuel,
- Travaux d'entretien courant : resserrage de boulons de fixation, remplacement de joints, graissage ...
- Nettoyage de la zone d'accès immédiate aux appareils (hors taillage de haies et débroussaillage),
- Identification de problèmes de fonctionnement, rapport de maintenance annuel\*,
- Mise à jour du fond de plan cartographique fourni par le SDIS,

*Ne sont pas comprises dans la prestation : la peinture de la borne, et les prestations soumises à devis (voir article IIB)*

**\*Le Rapport de maintenance comportera :** la liste des appareils contrôlés, les observations sur leur fonctionnement, la nature des prestations d'entretien courant réalisées, ainsi que le cas échéant, des propositions comportant un descriptif des travaux à prévoir (voir article ci-IIB).

## **ARTICLE IIB – PRESTATIONS et PESAGE SOUMISE A DEVIS**

Au regard des prescriptions contenues dans le rapport de maintenance, un devis pourra être adressé à la commune, à sa demande.

*Il faut noter que la présente convention ne s'applique que sur l'entretien courant, les travaux issus des prescriptions et conseils fournis par le Syndicat peuvent être réalisés par toutes entreprises choisies par la commune dans la mesure où le Syndicat est présent.*

### Il s'agit des prestations suivantes :

- Pesage de poteaux par échantillonnages : la mesure du débit et de la pression d'un poteau d'incendie (statique et dynamique). Il sera fait un rapport de conformité ou de non-conformité remis à la commune sous forme de PV de réception.
- Prestations non prévues par la maintenance courante : les remplacements de bouchons, presse-étoupes, chaînes, toutes casses de volant et capot ;
- Grosses réparations nécessitant le remplacement de tout ou partie du corps de ces appareils ;
- Renouvellement des bouches et poteaux défectueux pour lesquels il ne serait plus possible de se procurer les pièces de rechange ;
- Prestations concernant les réparations consécutives à des causes accidentelles (accident de la circulation,...) ou à un mauvais usage des bouches et poteaux d'incendie par des personnes non autorisées.

## **ARTICLE III - REMUNERATION**

En contrepartie des prestations d'entretien courantes réalisées par le Syndicat, au titre de l'article IIA du présent contrat, la Commune versera au Syndicat une rémunération forfaitaire, basée sur un prix unitaire par appareil, poteau ou bouche d'incendie de 50.00 € HT (hors prestations soumises à devis voir article II-B).



Les prestations réalisées par le Syndicat seront payées sur présentation d'une facture établie par le Syndicat dès présentation du rapport de maintenance.

#### **ARTICLE IV – RESPONSABILITE**

En vertu de l'article 2212-2/5<sup>ème</sup> du code général des collectivités territoriales, la commune conserve seule l'entière responsabilité de l'organisation et du fonctionnement du service public de la défense contre l'incendie sur le territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouvelles installations de lutte contre l'incendie.

Dans la mesure où le Syndicat constaterait des défauts d'alimentation des poteaux d'incendie, elle devra en informer la commune et lui apporter tous les conseils nécessaires à un nouveau dimensionnement du réseau ou toute autre alternative (création de réserves indépendantes par exemple). Les travaux nécessaires au dimensionnement du réseau, pour assurer les caractéristiques de pression et débit normalisés de ces installations sont de la compétence de la commune.

En cas de dysfonctionnement d'un appareil, le Syndicat ne peut être tenu pour responsable, sauf si preuve est faite par la commune d'un manque d'entretien.

#### **ARTICLE V - ENTREE EN VIGUEUR**

La présente convention prend effet à la date de signature de la présente Convention.

#### **ARTICLE VI – DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

#### **ARTICLE VII – RENOUELEMENT et CESSATION**

La présente convention pourra être reconduite sur accord des deux parties.

#### **ARTICLE VIII – CONTESTATION**

En cas de contestations dans l'exécution de la présente Convention, les parties sont d'accord pour s'en remettre à l'arbitrage du Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve situé La Commune.

Fait en 3 exemplaires

A Saint Alban de Montbel,  
le 18/04/2016

Pour la Commune  
Le Maire  
M André BOIS



Pour le Syndicat des Eaux du Thiers  
Le Président  
Yves Berthier



